

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

S.A. au capital de 340 000 000 XPF  
Siège social : Boulevard Pomaré - Papeete (Tahiti)  
R.C.S. PAPEETE 04 186 B

**I. — Bilans publiables au 31 décembre 2017 et 2016.**  
(En XPF.)

<b>Actif</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Caisse, banques centrales, IEOM, CCP	0	3 660 009
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les Établissements de crédit	110 082 389	41 264 033
Opérations avec la clientèle	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Part dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat (1)	609 131 532	690 882 348
Location simple (2)		
Immobilisation incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	0	0
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	1 397 054	35 800
Comptes de régularisation	11 172 926	18 299 078
<b>Total de l'actif</b>	<b>731 783 901</b>	<b>754 141 268</b>

<b>Passif</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Banques centrales, IEOM, ccp		
Dettes envers les Établissements de crédit	330 498 868	355 837 189
Opérations avec la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	7 517 115	4 400 145
Comptes de régularisation	15 302 695	16 708 834
Provisions pour risques et charges	35 300 035	28 340 714
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
Capitaux propres hors FRBG	343 165 188	348 854 386
Capital souscrit	340 000 000	340 000 000
Prime d'émission	0	0
Réserves	0	0
Écarts de réévaluation		
Provisions réglementées et subv. D'investissement	0	0
Report à nouveau (+/-)	0	-7 338 398
Résultat de l'exercice (+/-)	3 165 188	16 192 784
<b>Total du passif</b>	<b>731 783 901</b>	<b>754 141 268</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Engagements donnés :		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres		

**II. — Comptes de résultats publiables  
au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016.**

(En XPF)	Exercice2017	Exercice2016
+ Intérêts et produits assimilés	0	0
Intérêts et charges assimilées	-10 687 096	-14 542 464
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	343 046 094	324 801 340
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-284 128 850	-289 971 746
+ Produits sur opérations de location simple	0	0
Charges sur opérations de location simple	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	3 758 462	4 886 812
Commissions (charges)	0	0
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire		
Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	51 988 610	25 173 942
Charges générales d'exploitation	-21 042 908	-19 180 380
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	30 945 702	5 993 562
+/- Coût du risque	-22 216 843	9 314 010
Résultat d'exploitation	8 728 859	15 307 572
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Résultat courant avant impôt	8 728 859	15 307 572
+/- Résultat exceptionnel	-112 071	3 147 442
Impôt sur les bénéfices	-5 451 600	-2 262 230
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	3 165 188	16 192 784

**III. — Annexe aux comptes annuels.**

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Conformément à l'article 3 du Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la SAS Sogelease BDP publie ci-après son annexe aux comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

L'objet de ce document est de fournir les informations d'importance significative permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine, de la situation comptable et financière de l'établissement, des risques assujettis qu'il assume et des résultats.

Sogelease BDP fait partie du périmètre de Consolidation du Groupe Société Générale.

C'est une filiale à 100% de la Banque de Polynésie, elle-même intégrée globalement dans les comptes du Groupe Société Générale.

**I. – Principes comptables et méthode d'évaluation.**

La durée normale de l'exercice est d'une année du 1er janvier au 31 décembre.

La société a été créée en 2004.

Le bilan est établi selon le modèle type et est présenté avant l'affectation du résultat.

Le passif fait apparaître le sous-total correspondant aux capitaux propres.

Les immobilisations corporelles figurent au bilan, nettes des amortissements et des dépréciations.

Les amortissements sont calculés suivant la méthode linéaire et étalés sur la durée de vie estimée du bien.

Les principaux taux d'amortissement utilisés sont les suivants :

Véhicule de tourisme neuf	20 %
Véhicule de tourisme d'occasion	33 %
Gros matériel informatique	20 %

Les loyers et amortissements sont comptabilisés au fur et à mesure de leur acquisition / engagement. Ils sont reportés dans les états financiers par rapport à leur période de rattachement. Ceux relatifs à un exercice postérieur sont logés en produit ou charge constatés d'avance.

55 dossiers présentaient les caractéristiques d'encours douteux au 31/12/2017 contre 63 au 31/12/2016.

La gestion des créances douteuses suit des procédures manuelles qui respectent la réglementation en vigueur.

Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs loyers impayés depuis trois mois au moins ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte, à terme, est envisagé.

Le système d'information utilisé dispose d'un système de cotation manuel pour apprécier en interne la qualité des dossiers.

Les dépréciations de créances douteuses concernent d'une part les loyers impayés douteux et d'autre part, les indemnités de résiliation hors taxe des dossiers Contentieux.

Des dépréciations sont constatées sur les immobilisations, dont les contrats sont résiliés, mais, qui n'ont pas encore été récupérées ou cédées. Ces immobilisations non louées sont dépréciées à hauteur de 67 % de leur VNC.

Une provision est constatée au passif pour couvrir les dossiers présentant une réserve latente négative.

La réserve latente est la différence entre l'encours financier tel qu'il résulte du plan d'amortissement du contrat de crédit bail ou de LOA et la valeur nette comptable du bien loué.

La réserve latente au 31/12/2017 se monte à + 119,3 M XPF pour 422 contrats.

Elle se décompose en :

— 86 contrats en réserve latente négative pour – 35,3 M XPF

— 336 contrats en réserve latente positive pour 154,6 M XPF

Au 31/12/2016, la réserve latente se montait à + 115,5 M XPF pour 494 dossiers.

La totalité de la réserve latente négative est provisionnée. La provision résulte principalement d'un écart de durée entre le contrat clientèle et l'amortissement du bien. Pour ces dossiers, Sogelease BDP encaisse des loyers sur une durée plus courte que l'amortissement et devra comptabiliser une moins value en fin de contrat. La provision couvre essentiellement cette moins-value. Elle est considérée comme non déductible fiscalement.

Sogelease BDP a terminé d'utiliser en 2010 tout le report déficitaire sous la forme d'amortissements réputés différés, dont elle disposait et a commencé à payer de l'impôt sur les sociétés calculé dans le cadre des dispositions du Code des Impôts de Polynésie Française.

Aucune rémunération n'a été versée aux dirigeants. Aucune avance ni aucun crédit ne leur a été consenti au cours de l'année 2017 ou des années antérieures.

## II. – Changement de méthode et de présentation des comptes.

Évènements marquants de l'exercice 2017. — Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2017.

Sogelease BDP a changé de type d'agrément dans le courant de l'exercice 2016.

Elle est devenue une société de financement à partir du mois de juillet.

Ce nouvel agrément correspond mieux aux activités de l'entité qui ne collecte pas de fonds du public.

Suite à ce changement de statut, le compte détenu par l'entité auprès de l'IEOM a été clôturé dans le courant de l'exercice 2017.

Une erreur a été détectée post clôture 2016 sur l'affectation du résultat 2016. Il n'a pas impacté la réserve légale de la société.

Cette erreur est régularisée sur l'affectation du résultat 2017 avec un premier mouvement en régularisation de l'exercice 2016 et un second au titre de l'exercice 2017.

## III. – Information sur les comptes 2017.

— État des Créances :

(En milliers de XPF)	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total 2017	Total 2016
Banque centrale	0	0	0	0	0	3 660
Comptes à vue - Établissements Financiers	110 082	0	0	0	110 082	41 264
Encours financier de Leasing	71 166	190 356	440 552	19 634	721 708	803 864
Créances rattachées					2 414	603
Créances douteuses					94 074	98 519
Provisions / Créances douteuses					-86 516	-90 724
Créances douteuses Nettes					7 559	7 795

— État des Ressources :

(En milliers de XPF)	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total 2017	Total 2016
Comptes à vue - Établissements Financiers	0	0	0	0	0	0
Emprunt - établissements financiers	36 399	97 323	196 776	0	330 499	355 837
Autres ressources clientèles	0	0	0	0	0	0

— Décomposition de l'encours de Crédit Bail et LOA :

(En milliers de XPF)	2017	2016
Crédit Bail et LOA	609 132	690 882
Valeur nette comptable des immobilisations	603 738	688 438
Frais de dossiers restant à étaler	-4 579	-5 954
Créances douteuses	94 074	98 519
Dépréciations de Créances douteuses	-86 516	-90 724
Créances clientèles rattachées	2 414	603

## — Détail sur les Immobilisations en LEASING :

(En milliers de XPF)	Immobilisations					Amortissements					Dépréciation	Immob nettes exercice Fin 17	Provisions Réserve latente négative
	Valeurs d'acquisition fin 16	Acquisition de l'année	Cessions de l'année	Virement comptable	Immob brutes exercice Fin 17	Amortis de l'année	Amortis précédents	Diminut* des amortis	Virement comptable	Total des amortis exercice fin 17			
Immobilisations en crédit-bail	344 699	187 732	-61 068	-12 787	458 575	79 010	135 073	-26 057	-9 849	178 177	0	280 399	24 447
Immobilisations en LOA	1 029 438	87 922	-243 690	-46 458	827 212	179 994	560 540	-194 993	-36 021	509 520	0	317 691	10 854
Immobilisations en LOA différée	25 153	0	-8 361	-2 083	14 710	3 732	15 770	-7 003	-2 083	10 417	0	4 293	0
Immobilisations non louées	53 741		-31 601	61 328	83 468	2 818	52 139	-23 545	47 953	79 364	2 749	1 355	0
Total	1 453 032	275 654	-344 721	0	1 383 965	265 554	763 523	-251 598	0	777 478	2 749	603 738	35 300

## — Précision sur les amortissements de l'exercice :

(En milliers de XPF)	Amortis de l'année	Dont dotation	Dont impact charge constatée d'avance fin 2016	Dont charge constatée d'avance fin 2017
Immobilisations en crédit-bail	79 010	78 856	-3 087	3 241
Immobilisations en LOA	179 994	181 888	-9 485	7 591
Immobilisations en LOA différée	3 732	3 817	-249	164
Immobilisations non louées	2 818	2 818	0	0
Total	265 554	267 379	-12 821	10 996

Montant des frais de dossiers	2017
Restant à étaler au 31/12/2017	
Dossiers antérieurs à 2010	
CB	0
LOA	0
Dossiers depuis le 01/01/2010	
CB	1 243
LOA	3 337
Total	4 579

## — Autres éléments du Bilan :

Autres actifs	2017	2016
Certificat d'association (Fonds de Garantie)	0	0
Autres immobilisations Nettes	0	0
Autres actifs	1 397	36
Dont TVA déductible ou à récupérer	1 361	0
Dont Fonds de Garantie des dépôts	36	36
Dont Créance d'impôt sur les sociétés	0	0
Dont Autres	0	0
Comptes de Régularisation	11 173	18 299
Dont amortissements constatés d'avance	10 996	12 821
Dont autre (*)	177	5 478

(\*) Intègre en 2016, 5 457 K XPF de créance sur le Fonds de Garantie des Dépôts

— Exercice 2017 (en milliers de XPF) :

<b>Autres passifs</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Autres passifs	7 517	4 400
TVA à payer	0	319
Impôt à Payer	6 929	1 566
Autres passifs	589	2 515
Comptes de régularisation	15 303	16 709
Dont CAPITAUX	4 932	4 675
Dont loyers perçus d'avance	10 212	12 033
Dont autres comptes de régularisation	159	0
Total	22 820	21 109

<b>Les capitaux propres</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>Résultat de l'exercice 2017</b>	<b>Affectation du résultat 2016</b>	<b>Autres variations</b>	<b>31/12/2017</b>
Capital (1)	340 000				340 000
Primes d'émission	0				0
Réserve légale	0				0
Autres réserves	0				0
Report à nouveau	-7 338		7 338	0	0
Résultat (2)	16 193	3 165	-16 193	0	3 165
Distribution de dividende			8 854		
Total	348 854	3 165	0	0	343 165

(1) Au 31/12/2017, le capital social est constitué de 34 000 actions de 10 000 XPF chacune en nominal.

(2) Une anomalie a été détectée post arrêté du 31/12/2016 sur l'affectation du résultat 2016 qui n'a pas impacté la réserve légale. Une régularisation est effectuée à ce titre sur l'affectation du résultat 2017

Le report à nouveau avant affectation du résultat 2017 se monte à 0 XPF.

Ci-dessous la proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2017. (Montants en XPF)

Résultat de l'exercice	3 165 188	
Report à nouveau antérieur	0	
Solde à affecter	3 165 188	
Dotation de la réserve légale au titre de 2016	442 719	= (16.192.784-7.338.398) x 5%
Dotation de la réserve légale au titre de 2017	158 250	= 3.165.188 x 5%
Distribution de dividendes aux actionnaires	2 550 000	
Affectation en report à nouveau	14 219	
Total de l'Affectation	3 165 188	
Soit un dividende brut par action de	75,0000	
Un dividende net par action de	63,7500	
Un montant d'IRCM et de CST par action de	11,2500	

— Détail sur les éléments du résultat (En milliers de XPF) :

<b>PNB</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Charges d'intérêts sur Découvert	0	0
Charges d'intérêts sur Dépôt	0	0
Charges d'intérêts sur Emprunt	-10 687	-14 542
Loyers de crédit Bail et assimilé	300 918	285 323
Commissions sur opérations de crédit-bail	2 865	3 128
Dotation aux amortissements Crédit-bail	-267 379	-280 471
Dotation nette aux dépréciations CB	-1 678	2 922
Plus et moins value sur immobilisation en CB	24 191	23 927
Autres produits et charges de Crédit Bail	3 758	4 887
Total PNB	51 989	25 174

	2017	2016
Frais de personnel	0	0
Impôts et Taxe	-2 657	-1 657
Assistance technique	-15 000	-15 000
Autres charges générales d'exploitation	-3 386	-2 523
Total charges générales d'exploitation	-21 043	-19 180
Dotation aux amortissements des immobilisations (hors leasing)	0	0
Coût du risque	-22 217	9 314
Total	-43 260	-9 866

L'assistance technique concerne l'assistance en personnel de la maison mère de la filiale : la Banque de Polynésie

Détail du résultat exceptionnel	2017	2016
Produits exceptionnels	1	3 194
Dont divers	1	3 194
Charges exceptionnelles	-113	-47
Dont pénalité	0	-45
Dont divers	-113	-2
Résultat exceptionnel	-112	3 147

— Détail des créances douteuses :

	2017	2016
Créances douteuses	94 074	97 620
Dont créances douteuses compromises	88 161	83 228

— Dépréciations, provisions et Coût du Risque 2017 :

Variations des stocks de dépréciations (En milliers de XPF)	Stock de Dépréciations début 2017	Flux de dépréciations 2017			Stock de dépréciations fin 2017	Write offs de l'exercice	Récupérations / créances amorties	Impact sur le résultat
		Dotations	Reprises	Applications				
Dépréciations déduites de l'actif								
Dépréciation d'immobilisation de leasing	1 071	2 749	1 071		2 749			-1 678
Dépréciations / créances douteuses	90 724	25 996	11 996	18 208	86 516	19 466		-15 258

Variations du stock de provisions (En milliers de XPF)	Stock de Provisions début 2017	Flux de provisions 2017			Stock de provisions fin 2017	Write offs de l'exercice	Récupérations / créances amorties	Impact sur le résultat
		Dotations	Reprises	Applications				
Provisions inscrites au passif	28 341	21 565	14 606	0	35 300	0	0	-6 959
Provisions pour risques et charges	28 341	21 565	14 606	0	35 300	0	0	-6 959
Dont Provision pour réserve latente négative	28 341	21 565	14 606		35 300			-6 959
Dont provision pour litiges	0				0			0
Coût du Risque								-22 217
Mouvements relatif aux dépréciations d'immobilisations de Leasing (logé en PNB)								-1 678

A l'actionnaire unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société SOGELEASE BOP tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification des appréciations ;
- Les vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'actionnaire unique ;
- Les responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels
- Les responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOGELEASE BDP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie  
« Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels, du présent rapport.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations. — En application des normes d'exercice professionnel relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'actionnaire unique. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre Président et dans les documents adressés à l'actionnaire unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français tels qu'applicables en Polynésie française, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalie significative. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

En application des normes d'exercice professionnel applicables en France, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à PAPEETE, Le 11 mai 2018.

Pour la SCP  
GOSSE PARION CHANGUES MENARD ALBERT

*Élisabeth ALBERT*  
Commissaire aux comptes.

**V. — Rapport de gestion.**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public sur simple demande adressée à la SOGELEASE BDP - BP 530 – 98713 Papeete – Tahiti. »